

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Travaux de réhabilitation de l'hôtel de Mailly Nesle visant à accueillir le futur centre de
ressources et de recherche Daniel Marchesseau

LOT 11.2 : Aménagement mobilier

Marché public de Travaux

Application du CCAG-TVX

Procédure de passation : - Procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions de l'article L.
2124-2, du 1° de l'article R. 2124-2 et des articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique

Technique d'achat : - Marché forfaitaire.

Article 1.OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet des travaux de réhabilitation de l'hôtel particulier de Mailly Nesle. Ces travaux sont allotés en un nombre prévisionnel de 18 lots.

Le présent CCAP ne concerne que le lot n°11.2 ayant pour objet les travaux liés à l'aménagement mobilier.

Article 2.DESCRPTION DES PRESTATIONS

Les caractéristiques techniques des prestations sont décrites dans le CCTP.

Article 3.PRESTATIONS SIMILAIRES

L'EPMO pourra confier au titulaire des prestations similaires dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

Article 4.RESPONSABLES DES PRESTATIONS

4.1 Pour l'EPMO

Le suivi des prestations est assuré par la Directrice de l'architecture, de la maintenance et de la sécurité des bâtiments, Mme Amélie BODIN, ou son représentant dûment habilité à cet effet.

Il est précisé que la maîtrise d'œuvre est assurée par un service interne de l'EPMO. Ainsi, dans le présent CCAP ainsi que dans toutes les pièces contractuelles du présent marché, est désigné par « Maitre d'ouvrage » ou encore « le pouvoir adjudicateur » ou « l'EPMO » l'Etablissement du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie, représenté par son Président, M. Sylvain AMIC ; et est désigné par « Maitrise d'œuvre » ou « le Maitre d'œuvre » le service de la Maitrise d'œuvre de l'EPMO.

4.2 Pour le titulaire

Dès la notification du marché, et le cas échéant conformément à son offre, le titulaire désignera une personne habilitée à assurer la conduite des prestations et communiquera ses coordonnées au responsable des prestations de l'EPMO.

Si cette personne n'était plus en mesure d'accomplir sa mission ou était remplacée, le titulaire doit en aviser immédiatement le responsable des prestations de l'EPMO et le maitre d'œuvre par tous moyens et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise. A ce titre,

obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant, et d'en communiquer ses coordonnées, ainsi que les nom(s), qualifications et expériences au responsable des prestations de l'EPMO dans les plus brefs délais.

Au vu des éléments fournis, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser le(s) interlocuteur(s) initiaux ou le(s) remplaçant(s) dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception des informations concernant le(s) interlocuteur(s) ou le(s) remplaçant(s). Le titulaire devra alors proposer un remplaçant dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

Article 5. PERIODE DE PREPARATION ET CALENDRIER D'EXECUTION

5.1 Période de préparation

Le présent marché public comporte une période de préparation d'une durée de huit (8) semaines (cf. B-06- planning prévisionnel travaux DCE ind 1.). Cette durée est incluse dans le délai global d'exécution du marché.

La période de préparation et le démarrage du délai global d'exécution des travaux sont déclenchés par la notification d'un ordre de service (OS) au titulaire.

Au cours de cette période de préparation, il est procédé, avant tout commencement d'exécution des travaux, aux opérations énoncées à l'article 2.10.1 du CCTP. Les documents à fournir ainsi que leurs délais de remise sont détaillés au même article.

En cas de retard dans l'établissement, la remise ou la rectification de ces pièces, il sera fait application de la pénalité fixée à l'article 17 du présent CCAP.

5.2 Calendriers d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution notifié par OS en remplacement du B-06- planning prévisionnel travaux DCE ind.1 permet d'identifier les éventuels retards du titulaire dans l'exécution des travaux et l'application des pénalités prévues dans le présent CCAP. Dans l'attente de la notification du calendrier détaillé d'exécution, le B-06- planning prévisionnel travaux DCE ind 1. fourni dans le DCE sert de base de calcul aux pénalités de retard.

Toute modification du B-06- planning prévisionnel travaux DCE ind.1 sera notifiée par OS au titulaire et fera l'objet d'un nouveau numéro. Il est précisé que le titulaire sera dans l'obligation d'accepter les contraintes de délais qui seraient imposées du fait de l'intervention de plusieurs corps d'état dans le cadre de l'opération de travaux à laquelle est liée le présent marché.

Article 6. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les dispositions de l'article 40 du CCAG-Travaux s'appliquent, à l'exception des précisions du dernier alinéa ci-après.

En cas d'erreurs constatées lors de l'analyse des données transmises par le titulaire au maître d'œuvre, celles-ci seront communiquées au titulaire. Ce dernier devra rectifier les données initiales et les transmettre au maître d'œuvre dans un délai de dix (10) jours à compter de la communication des erreurs.

La liste des documents à remettre au titre du DOE est indiquée à l'article 2.11.2 du CCTP.

Par dérogation à l'alinéa 3 de l'article 40.1 du CCAG-Travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être transmis au maître d'œuvre au plus tard à la date des opérations préalables à la réception fixée par le maître d'œuvre.

Article 7. RECEPTION ET LEVEE DES RESERVES

7.1 Réception

7.1.1 Opérations préalables à la réception

Le Titulaire avise à la fois, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés. La date d'achèvement des travaux doit être conforme à celle précisée dans le calendrier détaillé d'exécution notifié par OS.

Le maître d'ouvrage, avisé par le maître d'œuvre de la date de ces opérations, peut y assister ou s'y faire représenter. Le procès-verbal des opérations préalables à la décision de réception mentionne soit la présence du maître d'ouvrage, soit, en son absence, que le maître d'œuvre l'avait avisé.

En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié.

Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que besoin :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- Les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- La constatation éventuellement d'inexécution des prestations prévues au marché ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation éventuellement d'imperfections ou malfaçons ;

- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal de réception dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par le titulaire. Si le titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire.

Par dérogation au délai prévu à l'article 41.2 du CCAG-TVX, postérieurement à la date de signature du procès-verbal, le maître d'œuvre fait connaître au titulaire s'il a ou non proposé au maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

7.1.2 Réception de l'ouvrage par le maître d'ouvrage

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

7.2 Levée des réserves

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception ou, en l'absence d'un tel délai, trois (3) mois avant l'expiration du délai de garantie définie à l'article 44-1 du CCAG Travaux.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

Les travaux à réaliser en vertu des réserves inscrites au procès-verbal de réception ou pour effectuer les remises en ordre dues au titre des garanties contractuelles ou légales seront exécutés par les moyens les plus rapides, dans le respect des stipulations contractuelles du marché, de manière que la gêne ou le risque pouvant en résulter pour le maître d'ouvrage soit réduit au minimum. Les modalités de remise en état doivent en tout état de cause faire l'objet d'un accord préalable du maître d'ouvrage et se déroulera dans le respect du règlement intérieur de fonctionnement de l'établissement.

Tous les frais liés directement ou indirectement à ces travaux sont à la charge de l'entrepreneur défaillant, y compris les frais de déplacement et de séjour de l'entreprise suppléante.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux

difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Article 8. GARANTIES CONTRACTUELLES

Les dispositions de l'article 44 du CCAG-Travaux s'appliquent, complétées par les dispositions ci-après.

Dans le cadre de la garantie, le titulaire devra intervenir dans les quarante-huit (48) heures à compter de la réception de la demande formulée par l'EPMO. En cas de non-respect du délai d'intervention susmentionné, l'EPMO pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire après mise en demeure restée infructueuse.

Par dérogation aux articles 42.3 et 44.1 du CCAG-Travaux, les périodes de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle ou d'une prise de possession anticipée, courent jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux, dans la limite maximale de deux (2) ans.

Article 9. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-TVX.

Article 10. CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES

Il est fait application des articles 5.1 et 5.2 du CCAG-TVX.

Article 11. DEVELOPPEMENT DURABLE

L'EPMO-VGE est engagé dans une démarche de responsabilité sociétale ambitieuse inscrite dans le cœur de ses missions de service public et décrite dans la Stratégie RSO 2021-2024 disponible sur demande. Cette démarche recouvre l'ensemble des missions de l'Etablissement ; elle a pour objet l'intégration systématique des enjeux sociaux et environnementaux dans toutes les activités. L'EPMO-VGE s'inscrit entre autres dans la transition écologique à travers trois axes d'action principaux : sobriété énergétique, décarbonation, économie circulaire.

L'EPMO-VGE œuvre à limiter l'impact de ses activités sur l'environnement notamment en promouvant un modèle de production et de consommation responsable visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre, la surexploitation des ressources naturelles, et l'émission de polluants et de substances dangereuses pour la santé.

Le titulaire doit dans cet esprit utiliser des méthodes de réalisation pour ces prestations correspondantes aux objectifs de la transition écologique : limiter les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre, intégrer les principes de l'économie circulaire, former les salariés sur ces enjeux.

Protection de l'environnement :

Le titulaire doit se conformer aux documents B-07 ind 1 Notice d'Organisation de chantier (NOC) et B-08 ind 1-Charte Chantier à Faibles Nuisances.

Article 12. PRIX DU MARCHÉ

Les prix des prestations sont des prix forfaitaires. Ils sont définitifs et réputés comprendre toutes les dépenses et sujétions énumérées à l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux notamment :

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, notamment au regard des conditions liées à la présence de plomb et d'amiante ;
- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés à l'article 1 du présent CCAP ainsi que les interfaces liées à l'exécution des lots de l'opération globale ;
- en tenant compte des frais de coordination des études, des frais spéciaux ;
- en tenant compte des sujétions ci-après :
 - Le titulaire devra, sans pouvoir demander aucune indemnité ou augmentation du prix souscrit, se conformer aux instructions qui lui seront données par le Maître d'Œuvre en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie des ouvriers, l'emplacement du dépôt du matériel et des matériaux, l'enlèvement des gravats et autres et les livraisons,
 - Le titulaire supportera sans indemnité ni augmentation du prix souscrit, les interruptions de travail nécessitées par la circulation routière, piétonne aux alentours. Il prendra à sa charge toutes les mesures qui lui seront indiquées pour ne réaliser aucune gêne.

De plus, les prix sont réputés comprendre, en complément des dispositions du CCTP et de l'article 9.1 du CCAG-Travaux :

- L'obligation d'effectuer les livraisons, les travaux bruyants, approvisionnements conformément aux dispositions du CCTP ;

- L'obligation d'assumer toutes les difficultés résultant de la situation ou de la nature du bâtiment ou de l'ouvrage, plus particulièrement :
 - o Le temps perdu pour difficulté d'accès, de circulations, de montages, relais et reprise de transport, etc, quelle que soit la distance ;
 - o Les majorations horaires ou frais spéciaux pour travaux minimes ;
 - o Tous les frais de panier, petits et grands déplacements, indemnités de transport ;
 - o L'obligation de tenir compte d'éventuels chantiers limitrophes et concomitants ;
 - o Le titulaire sera réputé confirmer le prix, qui ne donnera lieu à aucun supplément au titre du marché, ayant reconnu au cours de sa visite du site avoir tenu compte des différentes sujétions résultant des difficultés qu'il pourrait rencontrer en cours d'exécution.
- L'obligation d'emploi d'une main d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la nature des travaux à réaliser ;
- L'obligation d'emploi des matériaux de choix ;
- Les précautions à prendre pour ne dégrader en rien les parties conservées de la construction ;
- Les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens, et notamment sur les échafaudages sur la voie publique ;
- Les frais découlant de l'obtention d'un « permis de feu » impliquant pour l'entrepreneur de se conformer aux mesures de protection contre l'incendie qui lui seront prescrites ;
- Les frais d'installations de chantier propre à chaque lot, d'accès d'échafaudages, de protection, d'engins de levage et de transport dans les conditions décrites au CCTP, à la Note Organisation de Chantier (NOC) et au Plan Général de Coordination (PGC) ;
- Les frais d'assurances mentionnés dans le présent CCAP ;
- Les frais d'établissement des études d'exécution et de participation à la cellule de synthèse ;
- Les frais d'établissement des documents fournis après exécution ;
- Les frais de nettoyage conformément aux mentions, notamment au rythme, décrits au CCTP de chaque lot ;
- Les frais d'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSCPS) par le titulaire et ses éventuels sous-traitants, la participation au Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT) ;
- Les frais de réalisation et de mise au point des prototypes et de fourniture des échantillons ;
- Les frais de coordination à charge du mandataire (pour les groupements d'entreprises) ;
- Les frais résultants des demandes du bureau de contrôle technique (le cas échéant), du coordonnateur SPS et du coordonnateur SSI (le cas échéant) tant en cours d'étude qu'en cours de travaux ;
- Les frais de reproduction des plans PEO et DOE et de toutes pièces nécessaires à la réalisation des travaux telles qu'elles sont définies au CCTP ;

- Les frais d'établissement des devis en réponse aux demandes de modifications formulées par le maître d'œuvre et/ou par le maître d'ouvrage ;
- Les frais et taxes à la charge des entreprises relatifs aux travaux de raccordement des concessionnaires ;
- Les frais résultant des demandes et observations du maître d'œuvre et de la cellule de synthèse concernant notamment la reprise des plans non conformes ;
- Les frais de réalisation et d'exécution des ATEX nécessaires à l'obtention des avis techniques ainsi que ceux relevant des assurances ;
- Les frais de réalisation des sondages éventuels supplémentaires et des relevés d'état des lieux.

Le titulaire doit prendre les plus grandes précautions pour que les travaux n'apportent pas de nuisances (bruits, salissures, détériorations, difficultés d'accès, etc.).

Les entreprises s'engageront à respecter le cahier des consignes de sécurité internes à l'EPMO.

Les prix sont révisables et établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres. Ce mois est appelé le « mois zéro » (M0).

En application des articles R.2112-13 et R.2112-14 du code de la commande publique, la révision des prix est mensuelle.

Cette révision s'effectue par application de la formule suivante :

$$P = P_0 * (BT01 / BT01_0)$$

BT01= Tous corps d'état

Dans laquelle :

P : prix révisé,

P₀ : prix au mois M0,

BT01 : valeur de l'indice BT01 connue à la date de révision des prix,

BT01₀ : valeur de l'indice BT01 connue au mois M0.

Le coefficient obtenu sera arrêté à la troisième décimale.

La révision des prix fera l'objet d'une vérification et d'une validation par l'EPMO.

En cas de disparition de l'indice, les parties conviendront d'un indice de remplacement qui sera fixé par avenant.

Article 13. TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIFS

Le maître d'œuvre peut être amené au cours de l'exécution du marché à modifier l'importance ou la disposition des ouvrages prévus dans le cadre du marché.

Ces travaux supplémentaires ou modificatifs font l'objet d'un ordre de service signé du maître d'œuvre après accord du maître d'ouvrage, dans les conditions prévues aux articles 13.3 et 13.4 du CCAG-TVX.

Le titulaire établira dans les délais prescrits par le maître d'œuvre un devis de travaux. A ce devis, seront éventuellement joints, suivant les besoins et demandes de la maîtrise d'œuvre, le descriptif technique, les notes de calcul, les documents graphiques modifiés.

- Ouvrages de même nature que ceux figurant dans la DPGF

Le prix des ouvrages non prévus dans le marché, mais de même nature que ceux figurant dans la DPGF, est calculé en utilisant les prix unitaires de cette décomposition.

- Ouvrages ne pouvant être assimilés à ceux figurant dans la DPGF

Le sous détail des prix unitaires pour les prix nouveaux sont élaborés en détaillant notamment les fournitures, la main d'œuvre, etc.

Le titulaire qui omettrait de transmettre un tel devis dans le délai imparti pourrait se voir dans l'obligation d'exécuter les travaux aux prix provisoires indiqués par le maître d'œuvre, conformément aux stipulations de l'article 13.5 du CCAG-TVX.

Cas particuliers des demandes provenant du titulaire :

Ces demandes ne pourront être prises en compte, après examen par le maître d'œuvre, qu'aux conditions suivantes :

- Ces modifications devront faire apparaître un avantage certain ou s'avérer indispensable pour l'opération (moins-value financière, gain de temps, etc...) ;
- Elles devront être formulées à une date permettant leur analyse architecturale et technique par le maître d'œuvre ainsi que la négociation du devis correspondant, avant le démarrage du ou des travaux concernés qui seront prescrits par OS ;
- Elles devront être accompagnées d'un justificatif technique et financier portant non seulement sur les prestations demandées par le titulaire, mais également sur les conséquences techniques et financières éventuelles qui en découleraient pour les autres corps d'état ;
- Elles ne peuvent en aucune manière entraîner une augmentation des délais, faire varier en plus-value les conditions économiques de l'ensemble des marchés concourant à la réalisation de l'ouvrage, ni entraîner le non-respect par le maître d'œuvre de ses propres engagements contractuels en matière de niveau des prestations.

Article 14. PAIEMENT DES PRESTATIONS

14.1 Avance

Une avance est versée au titulaire dans les conditions fixées à l'option A de l'article 11.1 du CCAG-TVX et aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

L'avance versée est de 30% du montant total du marché.

Dans le respect des dispositions des articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'imputera sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteindra 50% du montant toutes taxes comprises du marché. Il devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

14.2 Paiement

Le paiement des prestations forfaitaires s'effectuera dans les conditions prévues à l'article 12 du CCAG-TVX et aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique, par le versement d'acomptes mensuels dont le montant correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Par dérogation aux dispositions des articles 12.1 et 12.2 du CCAG-Travaux, la gestion des décomptes et acomptes par le titulaire, le maître d'œuvre et l'acheteur est assurée par traitement informatique (service d'échange électronique de gestion financière des travaux), par le biais de l'outil EDIFLEX, dans les conditions et modalités annexées au CCAP.

14.2.1 Acomptes mensuels

Les acomptes mensuels sont établis dans les conditions fixées à l'article 12.2 du CCAG-Travaux en tenant compte des précisions suivantes :

- Le maître d'œuvre, à partir du décompte mensuel, dresse un projet d'état d'acompte mensuel, comprenant les différents éléments indiqués à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux, et l'adresse au Maitre d'ouvrage dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception du projet de décompte.

- par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux, le Maitre d'ouvrage accepte ou rectifie le projet d'état d'acompte mensuel établi par le maître d'œuvre. Le projet accepté ou rectifié devient alors l'état d'acompte mensuel sur la base duquel est réglé le montant de l'acompte. L'état d'acompte mensuel est notifié au titulaire par le Maitre d'ouvrage.

- En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le Maitre d'ouvrage règle les sommes qu'il a admises.

En application des stipulations de l'article 10.4 du CCAG-Travaux, chaque acompte reçu dans les conditions du présent article comprend, s'il y a lieu, une part correspondant aux approvisionnements constitués en vue des travaux.

Les approvisionnements désignent les matériaux, produits ou composants de construction constitués par le titulaire pour l'exécution des travaux objet du marché et dont la date de commande est postérieure à la notification du marché.

Le montant correspondant s'obtient en appliquant aux quantités à prendre en compte les prix du bordereau de prix inséré dans le marché et les sous-détails de ces prix, relatifs aux matériaux, produits ou composants de construction à mettre en œuvre.

A l'appui de tout projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements, le titulaire produit :

- tout document justificatif mentionnant au minimum la date de la commande, la description précise des approvisionnements, les quantités livrées ;
- les références des prix unitaires ou des prix forfaitaires concernés.

Les matériaux, produits ou composants de construction ayant fait l'objet d'un acompte pour approvisionnement restent la propriété du titulaire. Ils ne peuvent toutefois être enlevés du chantier sans autorisation écrite du maître d'œuvre.

Le titulaire est responsable de leur bonne garde, quel que soit le lieu de stockage, et prend les mesures adéquates pour s'assurer qu'ils ne seront pas endommagés, ni affectés à un autre usage. A défaut, il s'engage à constituer de nouveaux approvisionnements équivalents à ses frais et risques.

14.2.2 Décompte final

Le titulaire transmet simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre son projet de décompte final dans un délai de trente (30) jours, par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG -Travaux, à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Date de notification de la décision de levée des réserves,
- Date de remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et des documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO).

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le Maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de notification du projet de décompte final au maître d'œuvre.

14.3 Délai global de paiement

L'EPMO se libérera des sommes dues par virement bancaire dans un délai de trente (30) jours à compter soit de la réception de la facture, soit de la date de fin d'exécution des prestations si celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai, fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne, majoré de 8 points.

14.4 Cession ou nantissement de créances

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

Article 15. FACTURATION

15.1 Contenu des factures

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement est seul habilité à présenter l'ensemble des factures à l'EPMO.

Chaque facture devra comporter, conformément aux dispositions de l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, notamment les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la raison sociale, le n° SIRET, le n° de TVA intra-communautaire et l'adresse du titulaire ;
- la désignation de la personne publique contractante à savoir l'EPMO ;
- le numéro de la facture ;
- le numéro du marché ;
- la désignation des prestations effectuées ;
- le montant H.T. détaillé des prestations et les quantités ;
- le taux de TVA en vigueur et son montant ;
- le montant total TTC des prestations ;
- le numéro du compte bancaire du titulaire.

15.2 Obligation d'envoi de factures dématérialisées

En application des dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité à adresser sa facture au format électronique sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Il est rappelé que depuis le 1^{er} janvier 2020 (article 3 de l'ordonnance du ° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique), seul l'envoi d'une facture électronique est légalement possible et

concerne tous les opérateurs économiques quelle que soit leur taille (grandes entreprises, ETI, PME et micro-entreprises).

15.3 Envoi des factures dématérialisées

Les factures sur déposées sur le portail Chorus Pro à l'aide des informations suivantes :

- Le SIRET de l'EPMO : 180 092 447 00010 ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique et le code service qui seront communiqués au titulaire après la notification du marché.

En cas de difficultés, le titulaire peut prendre l'attache du service en ligne du portail Chorus Pro.

Article 16. GARANTIES FINANCIERES

16.1 Retenue de garantie

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le montant de cette retenue de garantie est fixé à 5% du montant du marché.

Les modalités de prélèvement de la retenue de garantie ainsi que son remboursement sont fixées aux articles R. 2191-34 et R. 2191-35 du code de la commande publique.

16.2 Garantie à première demande

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer à la retenue de garantie prévue à l'article 16.1 du présent CCAP, uniquement une garantie à première demande, l'EPMO n'acceptant pas la caution personnelle et solidaire.

Le fonctionnement de cette garantie de substitution est précisé aux articles R. 2191-36 à R. 2191-42 du code de la commande publique.

Article 17. PENALITES

L'EPMO se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités au titulaire en cas de manquement dans l'exécution des prestations.

Par dérogation au 2^{ème} alinéa de l'article 19.2.4 du CCAG-TVX, l'EPMO n'invitera pas préalablement le titulaire à présenter ses observations.

En outre, il n'est pas fait application de l'article 19.2.1 du CCAG-TVX.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités pouvant être appliquées sont les suivantes :

Retard dans l'établissement, la présentation et la correction des documents de préparation et d'exécution des travaux	En cas de dépassement des délais fixés pour la remise des pièces ou documents prévus au présent marché, le titulaire encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard et par document est fixé à cent (100) euros.
Retard dans l'exécution des travaux et dans la présentation d'échantillons, maquettes et prototypes	<p>Par dérogation à l'article 19.2.3, en cas de retard dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une phase pour laquelle un délai partiel ou une date limite a été fixé, il est appliquée une pénalité égale à trois cents (300) euros par jour calendaire de retard constaté.</p> <p>Les pénalités sont encourues du fait de la simple constatation du retard par le maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage à partir de la date limite ou de la fin du délai d'intervention prévu dans le calendrier détaillé d'exécution des travaux pour tout ou partie d'ouvrage.</p>
Retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux	En cas de retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux, le titulaire subira une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire de retard constaté sur le délai imposé par le maître d'œuvre pour remédier à cette défaillance.
Retard dans le nettoyage	En cas de retard dans le nettoyage des espaces, le titulaire subira une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire de retard constaté sur le délai imposé par le maître d'œuvre pour remédier à cette défaillance.
Respect des consignes de Sûreté – Sécurité – Hygiène	Tout manquement aux stipulations relatives à la sécurité, la sûreté et l'hygiène prévues au CCTP, au CCAG-TVX et, le cas échéant, au PGC et aux PPSPS, entraînera l'application d'une pénalité de

	deux cents (200) euros par manquement et/ou par jour calendaire de retard constaté.
Retard aux réunions de chantier	Chaque retard constaté de plus d'une demi-heure aux réunions de chantier entraînera l'application d'une pénalité de cinquante (50) euros.
Absence aux réunions de chantier	Chaque absence constatée aux réunions de chantier entraînera l'application d'une pénalité de cent (100) euros.
Retard dans la production des contrats de sous-traitance	Application de la pénalité prévue à l'article 19 du présent CCAP.
Retard dans la levée des réserves à la réception	En cas de retard dans la levée des réserves relevant de l'article 41.6 du CCAG-TVX, l'acheteur appliquera une pénalité de cent cinquante (150) euros par jour calendaire de retard constaté et par réserve non levée.
Gestion des déchets	Conformément à l'article 36.2.3 du CCAG-TVX, si le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation journalière des déchets provenant des travaux, il sera fait application des dispositions de l'article 37.2 du CCAG-TVX et d'une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire de retard constaté à compter de la notification de la mise en demeure du titulaire jusqu'à l'évacuation effective des déchets et, à défaut, jusqu'à la prise en charge des déchets par un autre prestataire.
Non-respect des objectifs de valorisation des déchets	<p>Le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500€ s'il n'atteint pas les objectifs de valorisation des déchets prévus dans la Charte mentionnée à l'article 11.2 du présent CCAP.</p> <p>En outre, une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire sera appliquée en cas de retard dans la remise des moyens de preuve permettant d'apprécier le respect de l'atteinte de ces objectifs, à compter de la date fixée par l'EPMO dans sa demande.</p>
Retard dans la remise des documents fournis après exécution	Par dérogation à l'alinéa 3 de l'article 40.1 du CCAG-TVX et, en cas de retard dans la remise des documents fournis après exécution, et après mise en demeure du titulaire, restée sans effet, celui-ci encourt la pénalité de cinq cent (500) euros par jour

	calendaire de retard constaté sur le délai précisé dans le courrier de mise en demeure.
Réfections pour imperfections techniques	En attente d'un accord entre l'EPMO et le titulaire, les imperfections et malfaçons éventuelles pouvant relever de l'article 41.7 du CCAG-TVX feront l'objet d'une réfaction provisoire de 15% du montant hors T.V.A des travaux correspondants, tel qu'il résulte de la décomposition du prix global et forfaitaire du lot concerné.
Pénalités pour non-respect des remarques du CSPS	<p>Le non-respect ou le refus de mettre en conformité les travaux ou matériaux avec les remarques du CSPS sera sanctionné par une pénalité de deux cent (200) euros par constat.</p> <p>Il est également prévu une pénalité de cent (100) euros par jour de retard sur la mise en œuvre des dispositions nécessaires pour y remédier, à compter du constat du non-respect ou du refus du Titulaire.</p> <p>Ces deux pénalités s'appliquent sans préjudice de l'incidence de coût de l'exécution de ces dispositions par un tiers.</p> <p>Le titulaire s'engage à saisir sans délai le représentant de l'EPMO et le CSPS pour tout accident survenant à l'un de ses salariés employés sur le chantier. Tout manquement à cette obligation sera sanctionné par une pénalité de deux cent (200) euros par manquement constaté.</p>
Réfections pour malfaçons	En attente d'un accord entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur, les imperfections et malfaçons éventuelles pouvant relever de l'article 41.7 du CCAG-TVX feront l'objet d'une réfaction provisoire maximale de 15% du montant hors T.V.A. des travaux correspondants, tel qu'il résulte de la décomposition du prix forfaitaire et des sous-détails des prix.
Pour tout manquement non cité ci-dessus aux dispositions du présent CCAP, du CCTP ou du mémoire technique	L'acheteur se réserve la possibilité de déduire des sommes dues au titulaire vingt-cinq pourcent (25%) du montant de l'incidence financière liée à la réalisation de prestations.

Autres mesures coercitives :

Lorsque le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché ou aux ordres de service, il peut être fait application des mesures coercitives telles que spécifiées à l'article 52 du CCAG-TVX :

- Le maître d'ouvrage peut notifier au titulaire une décision écrite le mettant en demeure de terminer les travaux au plus tard dans le délai fixé dans la décision.
- Si l'entreprise n'a pas déféré à la mise en demeure, les travaux peuvent être confiés à une autre entreprise aux frais et risques de l'entreprise titulaire du présent marché ; ou bien le maître d'ouvrage pourra décider la résiliation de celui-ci, pour faute du titulaire, conformément à l'article 50.3 du CCAG-TVX.

Article 18. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations à condition d'avoir obtenu de l'EPMO l'acceptation de chaque sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement. Il est rappelé qu'en application des dispositions de l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, **le titulaire ne peut intégralement sous-traiter l'exécution des prestations du présent marché.**

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution du marché, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée du marché. A cette fin, le titulaire devra présenter un formulaire DC4 renseigné et disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat-par-sous-traitant>.

Lorsque le montant des prestations est égal ou supérieur au seuil de l'article D.8254-1 du code du travail, le sous-traitant transmet l'attestation de régularité fiscale, de paiement des cotisations sociales et le document d'immatriculation.

L'original signé de la déclaration de sous-traitance doit en tout état de cause être adressée à l'EPMO avant tout début d'intervention du sous-traitant.

En cas de non déclaration d'un sous-traitant, le titulaire pourra se voir infliger une pénalité forfaitaire de 1 000 euros ainsi qu'une pénalité de 100 euros par jour calendaire, dont le point de départ est la date de découverte du sous-traitant non déclaré jusqu'à la date de notification de l'acte spécial par courrier recommandé avec accusé de réception.

Cette pénalité sera appliquée, le cas échéant, sans mise en demeure préalable, sur simple constat du manquement.

En outre, cette pénalité n'exonère pas le titulaire des risques de résiliation pour faute auxquels il s'expose conformément au e) de l'article 50.3.1 du CCAG-TVX.

En tout état de cause, le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du marché y compris celles qui sont sous-traitées.

Lorsque le montant des prestations sous-traitées est supérieur à 600€ TTC, le sous-traitant est payé directement par l'EPMO.

Article 19. RESPONSABILITES ET ASSURANCE

D'une façon générale, le titulaire s'engage à exécuter ses prestations dans le respect des règles de l'art et assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties fondées sur les principes édictés par les articles 1231-1 et suivants, 1240 et suivants, 1792, 1792-2, 1792-3, 1792-6 du Code Civil et des risques mis à sa charge par l'article 1788 du Code Civil.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, à savoir d'effectuer les Travaux de telle sorte que le marché soit réalisé dans le respect des normes, des Documents Contractuels, des Délais et des Prix.

Le titulaire est responsable des risques liés à la réalisation des Travaux, même si les plans et calculs d'exécution ont été soumis pour visa du Maître d'Œuvre et étant précisé qu'il n'est pas responsable des risques liés à la conception des Travaux et à la coordination des études, sans préjudice de son obligation de conseil auprès du Maître d'Ouvrage pour lui indiquer les éventuels défauts relevés dans les documents de conception ou les éventuelles incohérences pouvant exister entre ces divers documents.

Il fera son affaire de ses propres fautes, défauts ou faits et de tous ceux de ses Sous-Traitants et en supportera exclusivement et intégralement les conséquences, à charge pour lui d'exercer ses recours contre les personnes responsables des fautes, défauts ou faits ayant entraîné sa responsabilité.

Le titulaire est responsable et devra indemniser le Maître d'Ouvrage de toutes pertes, dépenses ou préjudices subis par ce dernier et provoqués par un manquement, une violation, une négligence, erreur, omission ou non-respect des devoirs, obligations et stipulations du marché de lui-même, de son personnel, ou de ses mandataires au titre du présent marché.

Le titulaire sera responsable et devra indemniser le Maître d'Ouvrage des pertes, dépenses et réclamations justifiées subies par ce dernier du fait du décès ou d'un préjudice corporel subi par toute personne employée ou commanditée par ses équipes dans le cadre de l'exécution de ses engagements, sauf si elles sont exclusivement attribuables au Maître d'Ouvrage.

Le titulaire garantit le Maître d'Ouvrage contre toute action provenant de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, qui pourraient être causés, en cours de Travaux, à toute personne physique ou morale, à tout ouvrage existant constituant l'Ouvrage et à tout immeuble avoisinant, du fait des Travaux ou du fait des ouvrages réalisés dans le cadre de l'exécution du Marché, sauf le fait personnel du Maître d'Ouvrage ou de ses préposés. Par souci de clarification, la garantie précitée du titulaire ne couvre pas les actions de tiers provenant de tout dommage causé

par la seule existence des ouvrages et installations mêmes provisoires, pour autant que ces dernières aient été établies conformément à la réglementation applicable, ou du Projet à la date d'entrée en vigueur du Marché.

Le titulaire est tenu de transmettre au Maître d'Ouvrage, avant tout commencement d'exécution, la méthodologie et le mode opératoire qu'il compte utiliser.

A ce titre, le titulaire devra éviter, dans toute la mesure du possible, toutes nuisances aux tiers et devra répondre directement auprès des tiers notamment sur (i) le fondement des troubles anormaux de voisinage qui résulteraient d'une faute prouvée du titulaire ou (ii) au titre de toutes les dégradations causées que ce soit à des immeubles et équipements et biens publics ou privés.

Dans l'hypothèse où le Maître d'Ouvrage serait tenu d'indemniser des tiers sur le fondement des troubles anormaux de voisinage qui résulteraient d'une faute prouvée du titulaire, celui-ci sera tenu de verser des pénalités dont le montant sera de 50% du montant de chaque indemnité versée par l'EPMO.

Le titulaire sera responsable des conséquences pécuniaires et dégradations quelconques qui pourraient se produire sur le chantier jusqu'à la date de la Réception des travaux.

Les fabricants soumis à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 sont, quant à eux, tenus aux responsabilités qui pourraient leur incomber notamment en vertu de l'article 1792-4 du Code Civil.

19.1 Assurances souscrites par le maître d'ouvrage

Le Maître d'Ouvrage a décidé de souscrire à ses frais :

- a) Une police « Tous Risques Chantier »

La souscription de la police Tous Risques Chantier relève de la seule initiative du Maître d'Ouvrage et ne saurait constituer une obligation.

Le Maître d'Ouvrage souscrira une police Tous Risques Chantier, tant pour son compte que pour le compte de tout Architecte, Maître d'œuvre, Bureau d'études techniques, entreprise, personne physique ou morale participant à l'Opération, ainsi que de tout intervenant sur le site participant à l'acte de construire, en ce compris les sous-traitants de tout rang.

L'accord sur la souscription de la police « Tous Risques Chantier » au profit de l'ensemble des intervenants qui auront la qualité d'assurés, constitue une condition fondamentale de la validité du Marché et le mandat écrit et irrévocable mentionné ci-dessus est une condition préalable à la notification du Marché.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à maintenir en vigueur cette police pendant la durée du chantier

La police Tous Risques Chantier couvrira les dommages matériels pouvant survenir aux ouvrages en cours de construction, y compris du fait d'une faute de conception, d'exécution et le vice de matériau ou de matériel, et y compris une extension des dommages subis par les existants du fait de la réalisation des travaux (y compris les

dommages par incendie foudre explosion). Il est bien précisé que les garanties souscrites par le Maître d'Ouvrage au profit de l'ensemble des Intervenants seront accordées selon les clauses et conditions (en particulier de délimitation, de montant de garantie, de franchise et d'exclusions) des polices effectivement souscrites.

Les indemnités versées au titre de la police TOUS RISQUES CHANTIER seront versées par l'assureur au seul Maître d'Ouvrage à charge pour lui de les verser ensuite aux entreprises sur présentation des situations de Travaux de réparation ou de reconstruction correspondantes validées par la maîtrise d'Œuvre.

La souscription par le Maître d'Ouvrage de ces garanties n'exonère en aucune façon les Intervenants et leurs sous-traitants de leurs risques et responsabilités pour les dommages qui leur seraient imputables et dont les conséquences financières ne seraient pas prises en charge au titre des garanties d'assurances du contrat Tous Risques Chantier souscrit par le Maître d'Ouvrage et ceci pour quelque motif que ce soit. Cette souscription par le maître d'ouvrage du contrat Tous Risques Chantier ne dispense pas le titulaire et ses cotraitants de souscrire les assurances complémentaires qu'ils jugeraient nécessaires.

Le paiement de la prime de cette assurance incombera au Maître d'Ouvrage. Dans l'hypothèse d'un retard de chantier imputable à la prestation du titulaire et entraînant un surcoût de cette police du fait du prolongement de la période de garantie par rapport au Calendrier Prévisionnel, ce surcoût sera mis à la charge financière du titulaire responsable du retard sauf cas fortuit ou de force majeure.

En cas de survenance d'un sinistre, la franchise prévue dans les conditions particulières de la police Tous Risques Chantier sera supportée intégralement par le ou les responsables dudit sinistre. Dans le cas où la responsabilité ne pourrait pas être établie, la franchise serait supportée par les entreprises intéressées à la réparation du sinistre et répartie entre elles au prorata des indemnités qu'elles recevront.

Par ailleurs, cette police comportera également une clause de renonciation à recours au bénéfice des intervenants, leurs sous-traitants ainsi que de leurs assureurs.

b) Police RC Maître d'Ouvrage (RCMO)

De manière complémentaire, le Maître d'Ouvrage souscrira une police responsabilité civile du maître d'ouvrage (« RCMO »), lesquelles couvriront les conséquences pécuniaires des dommages causés aux tiers du fait des travaux.

c) Contrat collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)

Le Maître d'Ouvrage souscrira à ses frais, pour le compte des constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code civil et du contrôleur technique, un contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) conforme aux dispositions législatives et réglementaires (annexe III Art A 243.1 du Code des Assurances) et destiné à porter les garanties de responsabilité décennale à concurrence du montant total du projet y compris honoraires – ce capital intervenant au-delà des montants minimum de garantie des polices individuelles de responsabilité décennale de

chacun des constructeurs traitant (contrat de louage d'ouvrage) avec le Maître d'Ouvrage et du contrôleur technique.

Le CCRD comportera une clause de renonciation à recours de l'assureur au bénéfice des sous-traitants et de leurs assureurs garantissant le risque de RC Décennale.

Le Titulaire devra communiquer au maître d'ouvrage une attestation RC DECENNALE conforme aux caractéristiques du chantier.

Le plafond de garantie du « CCRD » sera au minimum égal au plafond fixé par les dispositions combinées de l'article L.242.9 et de l'article R. 243-3 du Code des Assurances.

La souscription de cette police sera conforme aux préconisations professionnelles relatives au CCRD du 18 décembre 2008 de la Fédération Française des Assurances (FFA).

Le Maître d'Ouvrage tiendra informé le titulaire, dès qu'il en aura connaissance, de toute difficulté quelle qu'en soit la nature, qui pourrait survenir dans ses négociations pouvant nuire à la souscription du CCRD.

A ces conditions, l'Entreprise donne mandat au Maître d'Ouvrage de souscrire ledit contrat pour son compte.

L'accord sur l'existence de ce montage d'assurance constitue une condition fondamentale de la recevabilité des offres.

Il est spécifié que les primes afférentes à ce contrat CCRD seront acquittées et supportées par le Maître d'Ouvrage.

Étendue de la responsabilité et renonciation à recours

Le fait pour le Maître d'Ouvrage de contracter la ou les polices ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumées par les constructeurs et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties éventuellement contractées par le Maître d'Ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire renonce à exercer tout recours contre le Maître d'Ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette ou ces polices.

Ainsi, en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties telles qu'elles seraient contractées par le Maître d'Ouvrage, l'attention du titulaire est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, de souscrire éventuellement toutes garanties supérieures qu'il estimerait nécessaires, et plus généralement de souscrire toutes assurances complémentaires.

19.2 Assurances souscrites par le titulaire

a) Responsabilité Civile « En cours de travaux et Après Réception »

Il est entendu que seront notamment considérés comme tiers, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, leurs représentants, les consultants, les vendeurs et les visiteurs accompagnés.

Le titulaire et ses éventuels cotraitants et sous-traitants, devront posséder au jour de la soumission et de l'ouverture du chantier, un contrat d'assurance "Responsabilité civile" garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant leur incombent du fait ou à l'occasion de l'exécution de leur marché, y compris du fait de leurs sous-traitants, à raison de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non causés à des tiers survenant pendant ou après les travaux, quel qu'en soit le fondement juridique, délictuel, quasi délictuel ou contractuel.

La police d'assurance du titulaire et ses éventuels cotraitants devra comporter, à minima, les montants de garantie recommandés suivants (qui ne constituent aucunement une limite de responsabilité) :

- Responsabilité civile exploitation (pendant travaux) :

Montants recommandés par sinistre :

-tous dommages confondus : six millions d'euros (6.000.000 €) ;

-dont dommages matériels et immatériels consécutifs : sept cent cinquante mille euros (750.000€) ;

-dont dommages immatériels non consécutifs : trois cent cinquante mille euros (350.000€) ;

- Responsabilité civile professionnelle :

Montants recommandés par sinistre et par année :

-tous dommages confondus : six millions d'euros (6.000.000 €) ;

-dont dommages immatériels non consécutifs : trois cent cinquante mille euros (350.000 €).

Dans l'hypothèse de réponse en Groupement, les montants exprimés ci-dessus s'appliquent à chaque membre du groupement.

A la remise de l'offre et au cours du premier trimestre de chaque année civile pendant toute la durée des Travaux, Le titulaire et ses éventuels cotraitants devront adresser au Maître d'Ouvrage une attestation d'assurance de la ou des compagnies d'assurances émettrices de la police de responsabilité civile « Exploitation et Après Livraison » couvrant les risques encourus au titre des Travaux.

Les attestations d'assurance originale "responsabilité civile" du titulaire, portant le cachet de l'assureur, le numéro de police, la période de garantie, le montant des capitaux assurés et une mention précisant que le titulaire et ses éventuels cotraitants sont à jour du paiement de ses primes.

Ces garanties devront rester valides et sans interruption ni modification pendant toute la durée du chantier et pour la durée de leur responsabilité.

Si la fin de la période de garantie est antérieure au jour de la réception, Le titulaire et ses éventuels cotraitants devront fournir successivement autant de nouvelles attestations d'assurance de telle sorte que les périodes successives recouvrent la totalité de la durée du chantier sans interruption de garantie.

Chaque attestation successive devra être fournie au Maître d'Ouvrage dans les dix (10) jours qui suivent la fin de la période de garantie de l'attestation précédente.

En cas de défaut de fourniture de l'attestation demandée ci-avant, ou d'insuffisance, ou de non-renouvellement pour la période de l'opération des garanties demandées, le Maître d'Ouvrage peut demander au titulaire concerné de satisfaire à ses obligations par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dès l'envoi de ce courrier, tous les paiements au titulaire concerné seront suspendus. Le titulaire doit répondre par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Maître d'ouvrage en apportant les attestations demandées dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la présentation de la lettre du Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage pourra demander à tout moment par la suite et pendant la durée des responsabilités, une attestation conforme aux exigences ci-dessus précisées.

De même, le titulaire et ses éventuels cotraitants s'engagent à ne rien faire qui puisse rendre lesdites polices nulles ou annulables ou de nature à permettre à l'assureur de leurs opposer une clause d'exclusion ou encore de permettre à leurs assureurs de limiter leurs couvertures en deçà des montants de couverture demandés.

En outre, ils s'engagent :

- à déclarer l'ensemble des activités mises en œuvre dans le cadre du marché de travaux à son assureur ;
- à déclarer à l'assureur le coût prévisionnel de l'ouvrage ;
- à payer les primes dues au titre du contrat.

b) Responsabilité Décennale

Le titulaire ainsi que ses cotraitants devront être titulaire d'une police « Responsabilité Civile Décennale » valable et en vigueur au jour de la déclaration d'ouverture de chantier (ci-après dénommée la « Police Responsabilité Civile Décennale »).

La Police Responsabilité Civile Décennale devra garantir :

- la responsabilité décennale au sens des Articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du Code Civil conformément à l'article L 241-1 du Code des Assurances et aux clauses types prévues à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du Code des Assurances,
- les dommages immatériels consécutifs à sinistres découlant du paragraphe ci-dessus,
- les dommages consécutifs aux travaux neufs subis par les parties anciennes de l'immeuble que celles-ci soient techniquement divisibles ou indivisibles des travaux neufs,

- l'effondrement ou le risque d'effondrement des bâtiments,
- la garantie de bon fonctionnement minimal de deux ans des équipements au sens de l'article 1792-3 du Code civil.
- les dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'assurance obligatoire

La police s'appliquera sans restriction, ni limites, compte tenu à la fois des obligations figurant à son contrat d'assurance et des caractéristiques techniques du lot du titulaire.

La garantie doit être acquise du fait des missions données en sous-traitance.

La Police Responsabilité Civile Décennale devra prévoir une renonciation à l'application de la règle proportionnelle en cas de sinistre.

Les fabricants soumis à la loi 78-12 du 4 janvier 1978 devront, quant à eux, avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité, notamment en vertu de l'article 1792-4 du Code Civil.

Les montants de garanties minimaux attendus sont les suivants :

-Responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-3 du Code Civil conformément à l'article L 241-1 du Code des Assurances et aux clauses types prévues à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du Code des Assurances

En présence d'un CCRD, les montants des garanties de premières lignes de responsabilité décennale sont de :

-10 000 000€ par sinistre pour les entreprises titulaires des lots de gros œuvre, charpente, structure, étanchéité, fondation

-6 000 000€ par sinistre pour toutes les entreprises des lots de second œuvre

-3 000 000€ par sinistre pour chaque membre composant l'équipe de maîtrise d'œuvre en ce compris les contrôleurs techniques, BET...

-les risques d'effondrement ou de menace d'effondrement avant réception : 2 000 000€

-la garantie de bon fonctionnement minimal de deux ans des éléments d'équipements au sens de l'article 1792-3 du Code Civil : 2 000 000€

-Les dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'assurance obligatoire : 2 000 000€

-les dommages immatériels consécutifs après réception : 2 000 000€.

-les dommages aux existants divisibles : 3 000 000€.

Attestations d'assurance "responsabilité civile décennale"

En raison de la mise en place d'un contrat collectif de responsabilité civile décennale (CCRD) le titulaire ainsi que ses cotraitants devront remettre, une attestation d'assurance RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE originale, nominative au chantier, datée et signée par la personne dûment habilitée portant le cachet de l'assureur, le numéro de la police d'assurance, l'adresse du chantier, le montant du chantier, la durée du chantier et la date prévisible de la DOC, les activités couvertes, et :

- l'identité de la compagnie d'assurance ;
- les numéros, type et date d'effet du /des contrats ;
- les qualifications, activités, nature et coût des travaux/lots garantis ;
- la nature des garanties accordées notamment :

- Garanties obligatoires :

Pour tous les dommages définis aux articles 1792, 1792-2 du Code civil à due concurrence des obligations en la matière ;

- Garanties complémentaires :

- la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables d'une durée minimum de deux (2) ans, visée à l'article 1792-3 du Code civil ;
- Les dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'assurance obligatoire
- la garantie donnée pour les sous-traitants ;
- la garantie sur existants du fait des travaux neufs ;
- la garantie des dommages immatériels consécutifs aux garanties citées ci-dessus ;
- le montant de chacune des garanties données, étant entendu que le montant de la garantie obligatoire des polices d'assurances du titulaire et de ses cotraitants devra comporter l'abrogation de toute règle proportionnelle en présence d'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale ;

Dispositions Générales

Le titulaire et ses éventuels cotraitants s'engagent à fournir la justification des qualifications professionnelles dont elle dispose et qui doivent impérativement correspondre aux Travaux qui lui seront confiés.

Le titulaire et ses éventuels cotraitants s'engagent à notifier au Maître d'Ouvrage toutes modifications affectant leurs contrats d'assurances dans leur substance et notamment dans la nature et les montants des garanties ainsi que tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties dans la mesure où ces modifications pourraient porter préjudice au Maître d'Ouvrage.

Par ailleurs, aucun règlement pour solde, aucun remboursement de retenue de garantie ou plus généralement le règlement définitif du Marché ne sera effectué au profit du titulaire, si celui-ci n'a pas produit les attestations d'assurances évoquées ci-dessus

Le titulaire et ses éventuels cotraitants et leurs assureurs renoncent à tout recours qu'ils pourraient envisager d'exercer contre le souscripteur de l'assurance pour compte ou contre toute personne mandatée pour la mise en place du contrat en cas de refus, déchéance ou limitation de garantie pouvant être opposés par la compagnie d'assurance, dans le cadre de l'instruction ou du règlement d'un sinistre sauf en cas de faute.

Enfin, le titulaire devra imposer les mêmes obligations d'assurances en nature et non en montant à ses Sous-Traitants quelles que soient la nature et l'importance des Travaux qu'il envisage de leur confier ; il devra vérifier les garanties correspondantes et les avenants d'extension qui s'avèreraient nécessaires dans les 15 (quinze) Jours de l'agrément du Sous-Traitant.

Si les plafonds de garantie des Sous-Traitants se révélaient insuffisants le titulaire devra palier à ses frais, à ces insuffisances.

Dans l'hypothèse où le Maître d'Ouvrage supporterait des surprimes en raison d'un défaut ou d'une insuffisance d'assurance du titulaire ou ses éventuels cotraitants, ces surprimes lui seront répercutées.

Techniques non courantes :

Le titulaire s'interdit formellement de préconiser et/ou de laisser mettre en œuvre des techniques non traditionnelles ou non agréées par les assureurs sans avoir obtenu l'avis favorable du Contrôleur Technique, informé préalablement le Maître d'Ouvrage et l'avoir déclaré préalablement à leur assureur de responsabilité décennale.

Article 20. SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le titulaire devra fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents suivants :

- l'attestation mentionnée à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale ;
- Les pièces prévues à l'annexe 4 au code de la commande publique, établie par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions (article 1) ou cotisations sociales (article 2) donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

En cas de non remise des documents susmentionnés et après notification d'une mise en demeure restée infructueuse sous sept (7) jours :

- le titulaire pourra se voir infliger une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard après l'issue du délai imparti pour fournir les documents,

ou bien,

- le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

Le choix de l'alternative retenue relève de l'EPMO.

Article 21. RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

1. Conformément à l'article 1 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la république, le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs options politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnes s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles apparences ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions.

Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnes s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

A ce titre, le titulaire informe l'EPMO des mesures mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du présent marché pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

2. Le titulaire veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du présent marché, notamment ses sous-traitants, s'assure également du respect des principes et obligations énumérés ci-avant.

Il s'assure à cet effet que les contrats de sous-traitance comportent les clauses nécessaires au respect de ces obligations, et fournira les contrats à l'EPMO si celui-ci en demande la communication, notamment à l'occasion des demandes d'acceptation de sous-traitants.

3. Le titulaire veille à permettre à tout usager ou agent de l'EPMO de signaler tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du marché.

L'EPMO informe le titulaire, ou est informé par le titulaire sans délai de tout manquement à ces principes. Le titulaire informe l'EPMO des mesures prises pour y remédier.

4. Le Titulaire doit être en mesure de fournir à l'EPMO tout document ou outil de suivi des mesures destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité.

5. En cas de constat de non-respect des obligations mentionnées ci-dessus, l'EPMO prononce :

- une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 € à l'encontre du titulaire en cas de manquement établi établi de tout personnel placé sous son autorité, ainsi que de tout personnel placé sous l'autorité de l'un de ses sous-traitants, aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, et notamment à l'interdiction de manifester ses opinions politiques ou religieuses, à l'obligation de traiter de façon égale toutes les personnes, et au respect de la liberté de conscience et de la dignité de toutes les personnes. Cette pénalité s'applique par manquement constaté ;
- une pénalité forfaitaire de 250 euros à l'encontre du titulaire par jour d'absence d'action correctrice à la suite d'un manquement aux principes d'égalité, neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du contrat. Cette pénalité s'applique par jour à compter du constat de la carence du titulaire à mettre en œuvre les actions correctrices prévues au contrat ;
- une pénalité de 50€ par jour de retard, après expiration d'un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la date de réception de la mise en demeure de produire les documents de suivi mentionnés au point 4 du présent article ;

Ces pénalités peuvent être cumulées le cas échéant.

Par ailleurs, en cas de 5 manquements ou d'un manquement d'une particulière gravité, l'acheteur prononce la résiliation du contrat pour faute du titulaire, selon les modalités définies à l'article 50.3 du CCAG-TVX. L'acheteur notifie au préalable une mise en demeure au titulaire afin de l'informer de la sanction envisagée, et lui demande de présenter ses observations dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours calendaires à compter de la réception du courrier de mise en demeure. Si cette mise en demeure s'avère infructueuse, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation pour faute du contrat. La résiliation est prononcée aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 50.3 du CCAG-TVX. Ces sanctions contractuelles sont sans préjudice des sanctions pénales qui seraient prononcées suite à une plainte émanant d'un usager ou d'un tiers et visant la société titulaire ou l'un de ses préposés en lien avec des faits de discrimination tels que définis par les articles 225-1 et suivants du code pénal.

Article 22. LITIGE ET RESILIATION

23.1 Litige

Le représentant de l'EPMO se réserve la faculté de régler à l'amiable tout différent éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations. Dans ce cadre, il sera fait application de l'article 55 du CCAG-TVX.

En cas de procédure contentieuse, le Tribunal Administratif compétent est le Tribunal Administratif de Paris – 7, rue de Jouy – 75 181 Paris Cedex 04.

23.2 Résiliation

L'EPMO se réserve la faculté de résilier le présent marché dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-TVX.

Article 23. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 5.1 (période de préparation) du présent document déroge à l'article 28.2.2 du CCAG-TVX.

L'article 6 (documents fournis après exécution) du présent document déroge à l'article 40.1 du CCAG-TVX.

L'article 7.1.1 (opérations préalables à la réception) du présent document déroge à l'article 41.2 du CCAG-TVX.

L'article 8 (garanties contractuelles) du présent document déroge aux articles 42.3 et 44.1 du CCAG-TVX.

L'article 17 (pénalités) du présent document déroge au 2^{ème} alinéa de l'article 19.2.4 du CCAG-TVX.
